

NATIONS UNIES

CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE
E/2164/Add.3
8 janvier 1952
FRANCAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

LE PROBLEME DE L'APATRIDIE

Renseignements communiqués par les Etats conformément
à la résolution 352 (XII) du Conseil économique et
social relative au problème de l'apatridie

Le Secrétaire général a l'honneur de communiquer la note ci-après, en date du 13 juillet 1951, que lui a adressée le Ministre des affaires extérieures de Nouvelle-Zélande :

"Le Ministre des affaires extérieures présente ses compliments au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et, en réponse à la note du Secrétaire général SOA 325/04, du 5 avril 1951, a l'honneur de se référer à la réponse qu'il a donnée le 23 novembre 1950 à la note du Secrétaire général SOA 325/5/02, du 27 septembre 1950, relative à la naturalisation des apatrides en Nouvelle-Zélande.

Le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande a examiné de nouveau le problème de l'apatridie, au sujet duquel le Conseil économique et social a adopté ses résolutions du 11 août 1950 et du 13 mars 1951.

Bien qu'il soit peu probable que la Nouvelle-Zélande puisse être directement touchée par des changements de souveraineté territoriale, le Gouvernement néo-zélandais a pris acte de la recommandation du Conseil économique et social concernant les mesures à prendre pour éviter les cas d'apatridie.

Aux termes de la loi de 1948 sur la nationalité britannique et la citoyenneté néo-zélandaise, qui constitue la législation néo-zélandaise en matière de nationalité et de citoyenneté, tout individu né en Nouvelle-Zélande devient automatiquement citoyen néo-zélandais, sauf dans quelques cas très rares. Il en résulte que les personnes nées en Nouvelle-Zélande ne peuvent pas devenir apatrides; en outre, les dispositions des lois néo-zélandaises concernant l'acquisition de la citoyenneté néo-zélandaise par filiation semblent exclure la possibilité qu'un enfant légitime né, hors du territoire de la Nouvelle-Zélande, d'un père de nationalité néo-zélandaise, devienne apatride.

En vertu de la législation néo-zélandaise, ni le mariage ni sa dissolution ni même la renonciation volontaire à la citoyenneté ne peuvent créer de cas d'apatridie.

Certaines dispositions de la loi de 1948 sur la nationalité britannique et la citoyenneté néo-zélandaise permettent de prononcer la déchéance de la citoyenneté d'un citoyen néo-zélandais, mais l'intéressé ne pourrait devenir apatride que s'il ne possédait pas une seconde nationalité ou s'il ne reprenait pas sa nationalité antérieure ou d'origine. Les cas de déchéance de la citoyenneté néo-zélandaise sont peu nombreux et résultent, le plus souvent, du fait qu'une personne qui a acquis la citoyenneté néo-zélandaise par naturalisation réside de façon habituelle dans son pays d'origine.
